

## Grèxit ou Deutschlandexit ?

« Aux armes citoyens ! »  
« Du passé faisons table rase »

Il faut traiter en deux temps l'affaire de la mise en coupe réglée par l'Union Européenne de la souveraineté du peuple grec.

### Premièrement :

Au lendemain d'un referendum qui a clairement dit **OXI** à l'austérité et au libéralisme économique forcené imposés au peuple grec par l'Union Européenne et plus spécialement par la zone euro, les technocrates de Bruxelles ont obtenu que les chefs d'Etat et de gouvernement de ces deux entités exigent du gouvernement grec qu'il fasse comme si le peuple avait dit **NAI** ...

Comme en 2005 : quand les citoyens ont dit **NON** au traité de projet constitutionnel européen, les dirigeants politiques français l'ont cependant inscrit dans la Constitution. Certes, ils ont pris leur temps, CHIRAC faisant comme si de rien n'était, SARKOZY mettant le Congrès à contribution, et HOLLANDE entérinant le tout au lieu de dénoncer et corriger le déni de démocratie qui pèse sur la souveraineté nationale et l'entrave. Avec l'**OXI** grec, les soi-disant Européens ont accéléré le mouvement : en moins d'une semaine, ils ont montré et leurs divisions, du moins sur la façon de procéder au déni de démocratie et d'exprimer leur mépris de la souveraineté nationale, et leur volonté de faire prévaloir l'intérêt de la finance spéculative sur celui des populations. Ce qui montre à quel point le discours iréniste d'une Union Européenne qui ne songerait qu'au bonheur des peuples des pays européens est une vaste fumisterie et que la concorde entre les états européens dont elle se présente comme le champion et le garant est une supercherie éhontée dont il y a plus de dix ans le démantèlement sanglant de la YOUGOSLAVIE nous avait pourtant avertis.

Alors que se célèbre 14 juillet 2015, à la fois anniversaire d'un combat contre l'arbitraire (1789, prise de la Bastille) et anniversaire d'une reconstruction nationale effectuée par les citoyens eux-mêmes (1790, Fête de la Fédération), force est de constater que non seulement l'Union Européenne se moque des citoyens mais qu'elle passe les souverainetés nationales par pertes et profits.

Ce qui conduit à envisager l'autre aspect de la question.

### Deuxièmement :

Sous prétexte, nous dit-on, de ne pas heurter certains membres de la coalition qui la maintient au pouvoir, d'être en phase avec la majorité de son parti conservateur, et de complaire à l'opinion allemande, et nonobstant une énorme dette de guerre due à la Grèce et jamais honorée, Angela MERKEL, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, s'est montrée particulièrement rigide dans l'affaire de l'éventuel Grècexit auquel elle n'a pas dit non, même si finalement il ne se profile ni de droit (mais quel est le « droit » européen en la matière ?) ni de fait dans l'immédiat de la fin de la semaine ...

Madame le Chancelier \* d'ALLEMAGNE a sans doute d'autres vues en tête.

Depuis des années, dans l'opacité parfaite d'échanges bi-ou multi-latéraux presque jamais annoncés et/ou peu suivis par la presse officielle prébendée par le grand capital, se peaufine le TTIP (*Transatlantic Trade and Investment Partnership* ou Partenariat transatlantique de Commerce et d'Investissement), autrement dit TAFTA (*Transatlantic Free Trade Area* ou Aire transatlantique de Libre Echange) qui non seulement établirait une zone de libre échange et de libre investissement entre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale et centrale sous la houlette des Etats-Unis, mais soumettrait aussi les états vassaux des USA à la suprématie du droit des intérêts privés de entreprises sur celui des états et de leurs peuples.

Vous souvenez-vous de l'AMI, Accord Multilatéral sur l'Investissement, élaboré en 1995-1997 qui suscita une telle colère populaire que ses initiateurs le mirent sous le boisseau pour mieux le ressortir à la génération suivante sous une autre étiquette, un autre emballage et un contenu identique ?

Il est fort probable que Madame le Chancelier d'Allemagne mise désormais plus sur le TAFTA / TTIP que sur l'Union Européenne. Elle est d'ailleurs la zone euro à elle toute seule puisque l'euro est le jumeau du Deutschemark, ce qui explique que dans les autres pays de l'Union Européenne, en particulier en Grèce, il soit inadapté aux économies nationales. C'est donc l'ALLEMAGNE merkelienne qui vraisemblablement, avec son euro-deutschemark sous le bras, sortira de la zone euro pour édifier, contre l'intérêt d'environ un milliard d'êtres humains, cette vaste aire de marché de concurrence libre et non faussée (hi ! hi ! hi !) sous l'égide du capitalisme spéculatif dont les firmes allemandes KRUPP et THYSSEN montrent à quel point il pèse sur la société et les dirigeants allemands et à quel point aussi l'Allemagne reste bien mal dénazifiée, 70 ans après la chute et le suicide de HITLER.

Le SNCA e.i.L. Convergence se mêlerait-il de ce qui ne le regarde pas ?

Dans la vaste guerre de classes que le capitalisme financier livre à l'emploi et au pouvoir d'achat des travailleurs de tous les pays, mais également aux états nationaux et à la souveraineté de leurs citoyens, au nom de la *Charte d'Amiens* qui veut au contraire abolir la domination du capital sur le travailleur, au nom des valeurs démocratiques et universelles de la République, et pour faire appliquer dans son intégralité le programme du Conseil National de la Résistance, le SNCA e.i.L. Convergence est bien dans le camp des citoyens souverains et des travailleurs en lutte pour leur émancipation.

**OXI-NON** au démantèlement de l'Etat-Nation !

*Capitalismus delendus est.*

\* Une « chancelière » est une grosse pantoufle fourrée dont usent les frileux, les goutteux et les podagres.